

Si elle est d'accord avec le député d'Ottawa-Carleton, va-t-elle rétablir le programme aujourd'hui même?

L'hon. Andrée Champagne (ministre d'État (Jeunesse)): Monsieur le Président, une grève de la faim est une affaire très sérieuse et d'une grande tristesse. C'est un triste exemple à donner à la jeunesse du Canada.

Des voix: Bravo!

Mme Champagne: Certains éléments de Katimavik étaient méritoires. On a dit et répété à maintes reprises que de nos jours le gouvernement ne peut se permettre de poursuivre une activité qui rejoint seulement 1/20 p. 100 de notre jeunesse.

● (1425)

LA POSITION DE LA MINISTRE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je pose ma question supplémentaire à la même ministre. Comment peut-elle parler de la rentabilité des programmes gouvernementaux alors que, encore la semaine dernière, le gouvernement annonçait une subvention de presque \$40,000 pour former un ramasseur d'animaux et aide de chenil pour la fourrière? Est-elle vraiment convaincue que le travail de la fourrière est plus important que l'avenir des jeunes Canadiens?

L'hon. Andrée Champagne (ministre d'État (Jeunesse)): Monsieur le Président, j'ignore de quel projet parle la députée, mais s'il crée des emplois, je suis pour.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PRIX DU PÉTROLE BRUT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le ministre doit savoir que la réunion de l'OPEP a avorté aujourd'hui à Genève et il semble maintenant réaliste d'envisager que le prix du pétrole tombe à \$10 le baril. Il sait également que cela va dévaster l'économie de l'Ouest. Le ministre entend-il se croiser les bras pendant que des dizaines de milliers d'emplois vont littéralement disparaître en Alberta et ailleurs au Canada? Quelle initiative le gouvernement entend-il prendre?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, cette question a déjà été posée à maintes reprises à la Chambre et ma collègue, la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources y a répondu. Elle est en pourparlers notamment avec des représentants du gouvernement de l'Alberta. Nous avons eu des rencontres avec l'industrie. Une fois que la situation se sera un peu stabilisée, nous serons peut-être mieux en mesure de prendre des décisions.

LES RÉPERCUSSIONS SUR LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Selon un haut fonctionnaire provincial albertain, le

public craindrait que chaque grand projet pétrolier soit maintenant menacé. Est-ce que le ministre des Finances et le gouvernement veulent attendre les bras croisés que la population albertaine soit sacrifiée, ne rien faire au sujet d'une situation aussi catastrophiquement horrible?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous nous préoccupons, comme je l'ai dit et comme ma collègue l'a dit, de l'effet de la baisse des prix pétroliers sur le secteur énergétique lui-même et de ses retombées sur certaines localités, en particulier celles de l'Alberta. Mais comme nous l'avons dit, et comme l'ont dit les représentants du gouvernement de l'Alberta et de l'industrie, dans la situation très mouvante dans laquelle nous nous trouvons maintenant, le moment est mal choisi pour prendre des décisions de politique à long terme.

* * *

L'ÉDUCATION

LE FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS ET DES COLLÈGES

M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Par suite des remarques évasives qu'il a faites à la Chambre et aux médias hier et l'inquiétude causée à un million de personnes directement liées à l'enseignement postsecondaire, le secrétaire d'État est-il disposé à se rallier à la Fédération canadienne des étudiants et aux jeunes du Canada en déclarant clairement que les universités et les collèges canadiens dégènerent et que l'enseignement postsecondaire est insuffisamment financé?

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, nous allons vendredi matin rencontrer les ministres de l'Éducation des provinces et, à cette occasion, nous pourrions discuter du financement des provinces et de l'éducation. Il est très évident que les sommes déjà assurées par le gouvernement fédéral sont très importantes et je pense que, dans l'ensemble, la discussion devrait se dérouler très sereinement.

[Traduction]

LA POSITION DU MINISTRE

M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence): Monsieur le Président, cela est fort utile, mais comme le secrétaire d'État refuse de les appuyer veut-il prétendre qu'il est en désaccord avec toutes les associations d'étudiants et de professeurs au Canada ainsi qu'avec les premiers ministres de toutes les provinces qui affirment que les universités sont insuffisamment financées?